AVENANT N°2 À LA CONVENTION DE COOPÉRATION

DU 28 NOVEMBRE 2025 POUR LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE COMPENSATION ENVIRONNEMENTALE RELATIF À LA ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉE VIA EUROPA SUR LA COMMUNE DE VENDRES (34)

PROJET

ENTRE

La Communauté de communes de La Domitienne ayant son siège au 1 Avenue de l'Europe, 34370 MAUREILHAN, représentée par son Président, Monsieur Alain CARALP, agissant en vertu d'une délibération n°…….. du ……,

Ci-après désignée « **La Domitienne** »,
D'UNE PART

Et

L'Association dénommée **CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS D'OCCITANIE**, dont le siège social est à MONTPELLIER (34000), Immeuble Le Thèbes 26 Allée de Mycènes, identifiée au SIREN sous le numéro 384643938, régie par la loi du 1er juillet 1901, les textes subséquents et ses statuts établis aux termes d'un acte sous signatures privées à Montpellier, en date du 12 septembre 2020.
Cette association a été déclarée à la Préfecture de l'Hérault, le 3 mai 1990 ; rendue publique par insertion au Journal Officiel daté du 21 juin 1995.
Le CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS D'OCCITANIE est représenté par Monsieur Arnaud MARTIN, président du Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie, élu par le Conseil d'Administration du Conservatoire susnommé, en date du 12 septembre 2020, dûment habilité à signer la présente convention de coopération.

Ci-après dénommé le « **CEN Occitanie** »,
D'AUTRE PART

Ci-après désignés ensemble « les Parties » ou séparément « la Partie »

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

PRÉAMBULE ET RAPPEL

La Domitienne et le CEN Occitanie réalisent la mise en œuvre des mesures compensatoires du projet de la ZAC Via Europa dans le cadre d'une coopération publique-publique.

Cette coopération a été actée par voie de convention entre les parties, signée le 27 novembre 2024, suivie de son avenant n° 1 signé le 28 novembre 2025. La convention initiale ainsi que son avenant 1 sont ci-après désignés la « **Convention mère** ». La Convention mère répond aux exigences du futur Arrêté Préfectoral de dérogation à la destruction d'espèces protégées motivé par l'intérêt public majeur du projet correspondant (ci-après désignés l'« Arrêté »).

La Convention mère prévoyait une organisation du travail en cinq phases successives pour la mise en œuvre du programme de compensation du projet d'extension de la ZAC Via Europa :

- ***Phase 1 : Animation et Maîtrise foncière*** des surfaces nécessaires à la mise en œuvre de l'Arrêté et dédiées aux mesures compensatoires du projet de ZAE.

  Il est entendu ici que cet objectif comprend l'animation foncière liée à la recherche de parcelles complémentaires, les actions nécessaires de concertation, la négociation avec les communes propriétaires et le futur exploitant agricole sur le site compensatoire pré-identifié. Il comprend également la rédaction des projets d'actes associés.

- ***Phase 2 : État des lieux naturaliste et agropastoral des sites compensatoires.***

- ***Phase 3 : Elaboration et validation du plan de gestion environnementale*** des espaces naturels correspondant aux parcelles identifiées comme accueillant les mesures compensatoires du projet. Diagnostics naturalistes et agricoles, identification des enjeux, définition du programme d'action.

- ***Phase 4 : Mise en application du plan de gestion environnementale*** selon les modalités identifiées dans son élaboration, réalisation des suivis permettant de juger de l'efficacité du programme d'action mis en œuvre sur la durée prescrite par l'Arrêté.

- ***Phase 5 : Programme de conservation après le terme des mesures compensatoires.***

La phase 1 est bien avancée, notamment grâce aux parcelles communales en cours de contractualisation, une première acquisition en Basse plaine de l'Aude, et l'identification des biens vacants sans maître probables. Cependant, de nouvelles surfaces sont à rechercher sur ces secteurs suite à la relocalisation des surfaces compensatoires initialement prévues sur le secteur de Montblanc, c'est l'objet principal de ce présent avenant.

De même, la phase 2 a elle aussi bien avancée avec la réalisation d'inventaires protocolé sur l'ensemble des taxons ciblés en 2025. Ces inventaires ont été reconduits en 2026 afin de disposer de deux années d'états initiaux, et ainsi d'une meilleure fiabilité de l'état initial des sites compensatoires. Pour les surfaces complémentaires, l'état initial a débuté en 2026 et sera complété en 2027 dans le cadre de cet avenant.

Le plan de gestion prévu en phase 3 sera rédigé en 2026 et 2027 et portera sur l'ensemble du foncier, incluant celui obtenu dans le cadre de cet avenant.

PROJET

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

En tant que convention de coopération opérationnelle entre pouvoirs adjudicateurs, la Convention mère est mise en œuvre en vue d'atteindre des objectifs communs à La Domitienne et au CEN Occitanie dans le cadre de considérations exclusivement d'intérêt général. Le CEN Occitanie déclare en outre réaliser sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par cette coopération.

Dans ces conditions, cette convention est régie par l'article L2511-6 du code de la commande publique, sous la forme d'une coopération « public-public ».

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet de l'avenant

En application de l'article 5 de la Convention mère, le présent avenant vise à encadrer la mise en œuvre de la phase 3 et la poursuite des phases 1 et 2 de ladite convention et relatifs à l'Arrêté du 14 octobre 2025.

Le présent avenant vise à :

- Définir le périmètre concerné par la poursuite de l'objectif 2 sur les parcelles en cours de maîtrise foncière ;
- Arrêter le budget prévisionnel de la mise en œuvre de l'objectif 3 et de la poursuite des objectifs 1 et 2 du programme de compensation.

Article 2 - Durée de la Convention

Le présent avenant ne modifie pas la date de fin de la Convention mère dont la validité coure sur 30 ans à compter de la date de validation du 1er plan de gestion.

Article 3 – Périmètres fonciers concernés

En application de l'article 5 de la Convention mère, le présent avenant liste les parcelles complémentaires accueillant les mesures compensatoires. La phase 1 n'étant pas terminée, le parcellaire ici présenté sera complété par l'intégration de biens vacants sans maître ainsi que par des acquisitions complémentaires. De plus, la mise à disposition des parcelles par les communes est conditionnée aux délibérations des conseils municipaux.

Les parcelles propriété de la Commune de Nissan-lez-Ensérune listées dans la Convention mère sont mises à disposition du présent projet de compensation environnementale via les délibérations en conseil municipal n°20240529_18 du 29 mai 2024 et n°20260708_07 du 08 juillet 2026. Elles ne sont donc pas reportées ici.

De même pour la commune de Lespignan, les parcelles listées dans la Convention mère sont mises à disposition via la délibération n°2024-05-06-01 du 6 mai 2024 et ne sont donc pas reportées ici.

À ces parcelles, s'ajoutent les parcelles présentées ci-après ajoutées au projet compensatoire via le présent avenant.

PROJET

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

Commune de Lespignan :

Section	N°	Lieudit	Surface cadastrale
A	293	LES GARRIGUES	1 a 50 ca
A	386	LES GARRIGUES	12 a 00 ca
A	389	LES GARRIGUES	24 a 60 ca
A	393	LES GARRIGUES	13 a 30 ca
A	398	LES GARRIGUES	11 a 80 ca
A	399	LES GARRIGUES	2 a 20 ca
A	400	LES GARRIGUES	32 a 30 ca
A	407	LES GARRIGUES	17 a 50 ca
A	408	LES GARRIGUES	8 a 00 ca
A	438	LES GARRIGUES	3 a 60 ca
A	439	LES GARRIGUES	11 a 50 ca
C	1812	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 80 ca
C	1813	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	2 a 35 ca
C	1814	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	1 a 10 ca
C	1815	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	60 ca
C	1825	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 40 ca
C	1826	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	16 a 60 ca
C	1830	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	11 a 40 ca
C	1831	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	8 a 70 ca
C	1838	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	2 a 60 ca
C	1841	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	13 a 50 ca
C	1844	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 80 ca
C	1845	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 40 ca
C	1852	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	23 a 30 ca
C	1853	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	6 a 30 ca
C	1883	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 20 ca
C	1885	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	38 a 20 ca
C	1887	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	17 a 30 ca
C	1899	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	11 a 30 ca
C	1900	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	34 a 10 ca
C	1901	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	15 a 90 ca
C	1903	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 70 ca
C	2003	MERCADIE	21 a 90 ca
C	2011	MERCADIE	18 a 60 ca
C	2019	MERCADIE	21 a 30 ca
C	2026	MERCADIE	3 a 40 ca
C	2036	GARRIGUES ET CROUZELS	10 a 60 ca
C	2048	GARRIGUES ET CROUZELS	14 a 20 ca
C	2053	GARRIGUES ET CROUZELS	17 a 40 ca
		TOTAL	**5 ha 09 a 25 ca**

Article 4 – Dispositions financières

Le budget initial, présenté en annexe de la Convention mère, reste inchangé pour un total de 80 950€ (QUATRE VINGT MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS). Le coût jour retenu par le CEN Occitanie pour le budget initial est de 530€.

À ce budget s'ajoutent les frais liés à l'animation foncière, aux inventaires d'états initiaux ainsi qu'à la rédaction du plan de gestion pour les surfaces complémentaires. Ce complément de budget ajouté par le présent avenant s'élève à un total de 53 430€ (CINQUANTE TROIS MILLE QUATRE CENT

PROJET

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

TRENTE EUROS). Le coût jour retenu par le CEN Occitanie pour le budget complémentaire est de 570€.

Le budget pour la mise en œuvre des phases 1 à 3 sur l'ensemble des secteurs présentés (cf. carte en annexe) s'élève donc à 134 380€ (CENT TRENTE QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT EUROS).

Notons que les éventuelles acquisitions seront réalisées au bénéfice du CEN Occitanie, et que La Domitienne interviendra en tant que tiers payeur. De même pour les biens vacants sans maître récupérés, ils pourront être reversés au CEN Occitanie sur délibération de la commune.

L'ensemble de ces phases couvrent une période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Article 5 – Autres dispositions

Toutes les clauses de la Convention mère qui ne sont pas modifiées par le présent avenant restent inchangées et demeurent applicables.

Fait à…… Le ……..

En autant d'exemplaires originaux que de Parties.

Le Président de La Domitienne — Le Président du CEN Occitanie

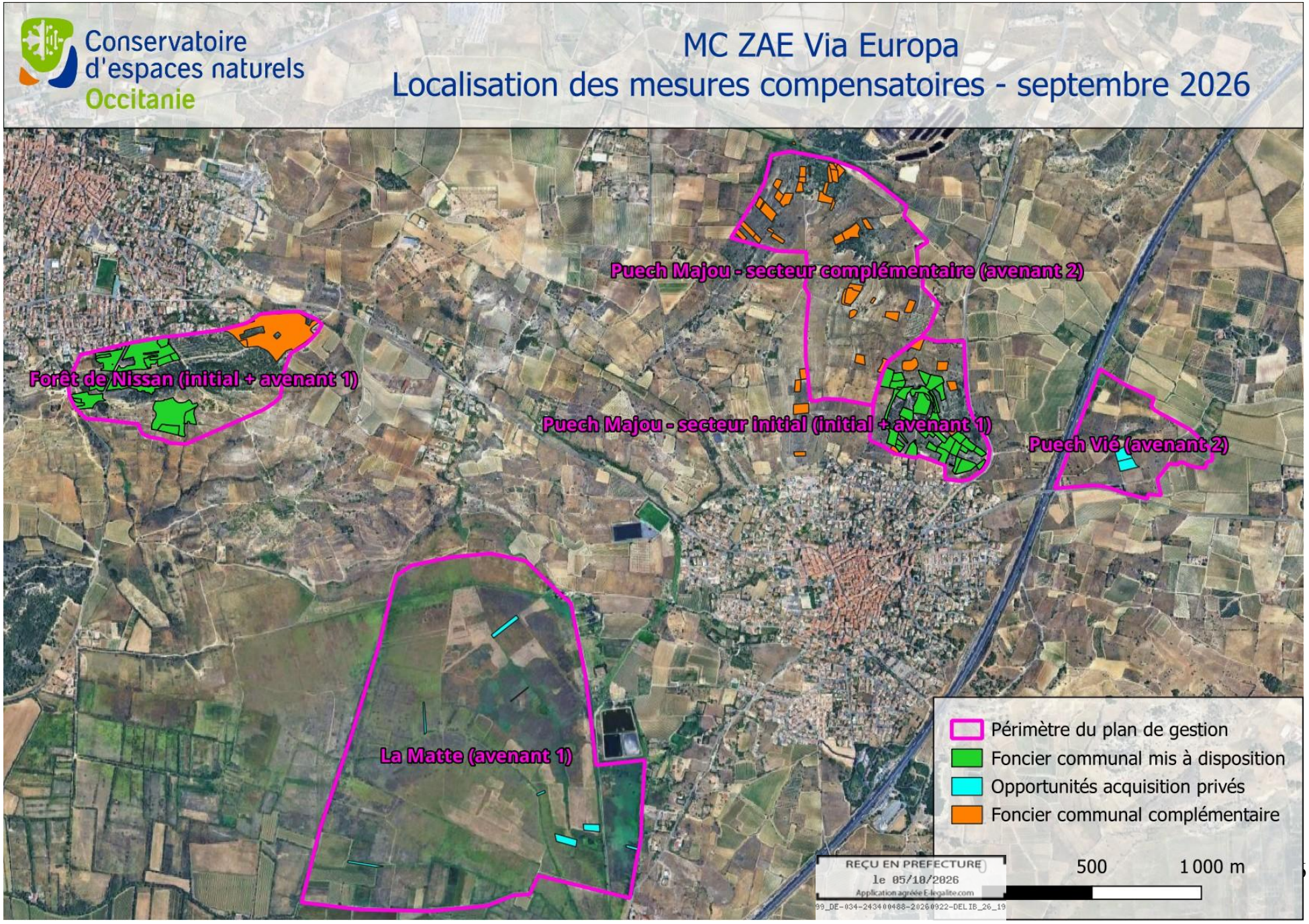
Alain CARALP — Arnaud MARTIN

ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation des parcelles du site compensatoire et périmètre du plan de gestion global
Annexe 2 : Budget estimatif pour la mise en œuvre des phases 1 à 3
Annexe 3 : Liste des parcelles communales engagées en mesures compensatoires environnementales pour le projet d'extension de la ZAC Via Europa

PROJET

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

Annexe 1 : Localisation des parcelles du site compensatoire et périmètre du plan de gestion global



Annexe 2 : Budget estimatif pour la mise en œuvre des phases 1 à 3

Extension de la ZAC VIA EUROPA
Mise en place des mesures compensatoires environnementales - Avenant 2

Le Thèbes 26 Allée de Mycènes 34000 Montpellier
Tél 04 67 02 64 97 et 06 72 74 04 72
N° SIRET 384 643 938 00044
N° TVA Intracommunautaire FR38 384 643 938

Conservatoire d'espaces naturels Occitanie

		AVENANT 1 (Convention mère)				AVENANT 2				BUDGET TOTAL			
	mise en œuvre	Structure(s) opératrice(s)	CEN-O jours	CEN-O coût	Prestations externes	Structure(s) opératrice(s)	CEN-O jours	CEN-O coût	Prestations externes	Structure(s) opératrice(s)	CEN-O jours	CEN-O coût	Prestations externes
		coût jour	jours	euros	euros		jours	euros	euros		jours	euros	euros
Objectif 1 - Maîtrise foncière et d'usage des surfaces nécessaires à la mise en œuvre des mesures compensatoires		***530,00 €***	**43,5**	**23 055,00 €**	**25 300,00 €**	***570,00 €***	**16,5**	**9 405,00 €**	**31 200,00 €**		**60**	**32 460,00 €**	**56 500,00 €**
Montage du projet			4,5	2 385,00 €	- €		1	570,00 €	- €		5,5	2 955,00 €	- €
Mise en place du projet, accord bilatéral, échanges	2025-2026	CEN-O	2	1 060,00 €		CEN-O		- €			2	1 060,00 €	- €
Rédaction de la convention de coopération / de l'avenant	2025-2026	CEN-O	2,5	1 325,00 €		CEN-O	1	570,00 €			3,5	1 895,00 €	- €
Maitrise foncière des sites compensatoires			13	6 890,00 €	25 300,00 €		8	4 560,00 €	31 200,00 €		21	11 450,00 €	56 500,00 €
Identification des sites et prospections pour garantir l'élligibilité des parcelles	2025-2026	CEN-O	3	1 590,00 €		CEN-O	2	1 140,00 €			5	2 730,00 €	- €
Temps d'animation foncière	2025-2026	CEN-O	6	3 180,00 €		CEN-O	6	3 420,00 €			12	6 600,00 €	- €
Rédaction des baux (BE, ORE...)	2026	CEN-O	4	2 120,00 €	1 500,00 €	CEN-O		- €			4	2 120,00 €	1 500,00 €
Acquisiton 1,22 ha "canaux et fossés" secteur Matte à Lespignan	2025	CEN-O		- €	5 000,00 €	CEN-O		- €			0	- €	5 000,00 €
Mise en œuvre de la procédure "biens vacants" (7 comptes secteur initial / 23 comptes secteur complémentaire)	2026	BE FCA		- €	2 800,00 €	BE FCA		- €	7 200,00 €		0	- €	10 000,00 €
Acquisitions supplémentaires milieux secs (objectif 4 ha secteur initial / 6 ha secteur complénataire)	2026-2027	CEN-O		- €	16 000,00 €	CEN-O		- €	24 000,00 €		0	- €	40 000,00 €
Appel à candidatures agricoles et contractualisation agroenvironnementale			5	2 650,00 €	- €		1,5	855,00 €	- €		6,5	3 505,00 €	- €
Animation agricole (appel à candidatures)	2026-2027	CEN-O	3	1 590,00 €		CEN-O	0,5	285,00 €			3,5	1 875,00 €	- €
Contractualisation - Cahier des charges des baux environnementaux	2026-2027	CEN-O	2	1 060,00 €		CEN-O	1	570,00 €			3	1 630,00 €	- €
Surveillance, coordination, reporting			21	11 130,00 €	- €		6	3 420,00 €	- €		27	14 550,00 €	- €
Conception, suivi, accompagnement et expertise au démarrage du projet agricole	2026-2027	CEN-O	3	1 590,00 €		CEN-O	1	570,00 €			4	2 160,00 €	- €
Suivi de l'activité agricole (respect du bail + protocole suivi)	2026-2027	CEN-O	2	1 060,00 €		CEN-O	1	570,00 €			3	1 630,00 €	- €
Pilotage de la coopération, gestion administrative et financière, reporting, coordination interne	2025-2026-2027	CEN-O	6	3 180,00 €		CEN-O	2	1 140,00 €			8	4 320,00 €	- €
Surveillance des sites, liens avec les usagers et riverains	2025-2026-2027	CEN-O	10	5 300,00 €		CEN-O	2	1 140,00 €			12	6 440,00 €	- €
Objectif 2 - Inventaires des terrains compensatoires			**37**	**19 610,00 €**	**- €**		**16,5**	**9 405,00 €**	**- €**		**53,5**	**29 015,00 €**	**- €**
Diagnostic écologique inital			37	19 610,00 €	- €		16,5	9 405,00 €	- €		53,5	29 015,00 €	- €
Bibliographie, synthèse et mise en forme	2025-2026	CEN-O	3	1 590,00 €		CEN-O	1,5	855,00 €			4,5	2 445,00 €	- €
Diagnostic agropastoral	2025-2026	CEN-O	3	1 590,00 €		CEN-O	1,5	855,00 €			4,5	2 445,00 €	- €
Habitats naturels, flore	2025-2026	CEN-O	6	3 180,00 €		CEN-O	3	1 710,00 €			9	4 890,00 €	- €
Insectes (orthoptères, lépidoptères, odonates, cigales)	2025-2026	CEN-O	12	6 360,00 €		CEN-O	4	2 280,00 €			16	8 640,00 €	- €
Reptiles	2025-2026	CEN-O	4	2 120,00 €		CEN-O	2	1 140,00 €			6	3 260,00 €	- €
Avifaune	2025-2026	CEN-O	5	2 650,00 €		CEN-O	2,5	1 425,00 €			7,5	4 075,00 €	- €
Chiroptères	2025-2026	CEN-O	4	2 120,00 €		CEN-O	2	1 140,00 €			6	3 260,00 €	- €
Objectif 3 - Elaboration du plan de gestion			**24,5**	**12 985,00 €**	**- €**		**6**	**3 420,00 €**	**- €**		**30,5**	**16 405,00 €**	**- €**
Diagnostic écologique inital			24,5	12 985,00 €	- €		6	3 420,00 €	- €		30,5	16 405,00 €	- €
Visite de site préalable	2025-2026	CEN-O	1,5	795,00 €		CEN-O		- €			1,5	795,00 €	- €
Éléments de contexte du plan de gestion : articulation, réseaux, gestion des usages (chasse, activité agricole), conditions de mise à disposition des terrains	2026	CEN-O	5	2 650,00 €		CEN-O	1	570,00 €			6	3 220,00 €	- €
Rédaction du plan de gestion	2026-2027	CEN-O	15	7 950,00 €		CEN-O	5	2 850,00 €			20	10 800,00 €	- €
Temps d'échanges avec les partenaires pour validation (Domitienne, communes, etc.)	2025-2026-2027	CEN-O	2	1 060,00 €		CEN-O		- €			2	1 060,00 €	- €
Echanges avec DREAL pour la validation du plan de gestion	2027	CEN-O	1	530,00 €		CEN-O		- €			1	530,00 €	- €
			105	**55 650,00 €**	**25 300,00 €**		**39**	**22 230,00 €**	**31 200,00 €**		**144**	**77 880,00 €**	**56 500,00 €**
TOTAL GÉNÉRAL					**80 950,00 €**				**53 430,00 €**				**134 380,00 €**

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

Annexe 3 : Liste des parcelles communales engagées en mesures compensatoires environnementales pour le projet d'extension de la ZAC Via Europa

Commune	Section	N°	Lieudit	Surface cadastrale	Avenant correspondant
Communal Lespignan	A	293	LES GARRIGUES	1 a 50 ca	N°2
	A	386	LES GARRIGUES	12 a 00 ca	N°2
	A	389	LES GARRIGUES	24 a 60 ca	N°2
	A	393	LES GARRIGUES	13 a 30 ca	N°2
	A	398	LES GARRIGUES	11 a 80 ca	N°2
	A	399	LES GARRIGUES	2 a 20 ca	N°2
	A	400	LES GARRIGUES	32 a 30 ca	N°2
	A	407	LES GARRIGUES	17 a 50 ca	N°2
	A	408	LES GARRIGUES	8 a 00 ca	N°2
	A	438	LES GARRIGUES	3 a 60 ca	N°2
	A	439	LES GARRIGUES	11 a 50 ca	N°2
	C	1126	MAJOU PUECH	40 a 82 ca	Convention initiale
	C	1133	MAJOU PUECH	20 a 06 ca	Convention initiale
	C	1134	MAJOU PUECH	2 a 21 ca	Convention initiale
	C	1135	MAJOU PUECH	21 a 44 ca	Convention initiale
	C	1136	MAJOU PUECH	17 a 84 ca	Convention initiale
	C	1140	MAJOU PUECH	20 a 90 ca	N°1
	C	1144	MAJOU PUECH	30 a 80 ca	N°1
	C	1148	MAJOU PUECH	29 a 42 ca	Convention initiale
	C	1149	MAJOU PUECH	24 a 36 ca	Convention initiale
	C	1152	MAJOU PUECH	27 a 27 ca	Convention initiale
	C	1153	MAJOU PUECH	32 a 05 ca	Convention initiale
	C	1154	MAJOU PUECH	28 a 82 ca	Convention initiale
	C	1155	MAJOU PUECH	6 a 82 ca	Convention initiale
	C	1169	MAJOU PUECH	7 a 00 ca	N°1
	C	1170	MAJOU PUECH	7 a 16 ca	Convention initiale
	C	1173	MAJOU PUECH	7 a 02 ca	Convention initiale
	C	1176	MAJOU PUECH	5 a 73 ca	Convention initiale
	C	1180	MAJOU PUECH	4 a 52 ca	Convention initiale
	C	1185	MAJOU PUECH	56 a 58 ca	Convention initiale
	C	1186	MAJOU PUECH	3 a 97 ca	Convention initiale
	C	1188	MAJOU PUECH	7 a 58 ca	Convention initiale
	C	1189	MAJOU PUECH	10 a 78 ca	Convention initiale
	C	1191	MAJOU PUECH	36 a 29 ca	Convention initiale
	C	1192	MAJOU PUECH	18 a 70 ca	Convention initiale
	C	1195	MAJOU PUECH	19 a 50 ca	N°1
	C	1208	MAJOU PUECH	15 a 40 ca	N°1
	C	1211	MAJOU PUECH	19 a 30 ca	Convention initiale
	C	1220	MAJOU PUECH	30 a 07 ca	Convention initiale
	C	1222	MAJOU PUECH	24 a 75 ca	Convention initiale
	C	1231	MAJOU PUECH	12 a 80 ca	Convention initiale
	C	1232	MAJOU PUECH	28 a 58 ca	Convention initiale
	C	1235	MAJOU PUECH	15 a 45 ca	Convention initiale
	C	1237	MAJOU PUECH	28 a 86 ca	Convention initiale
	C	1238	MAJOU PUECH	18 a 20 ca	N°1
	C	1239	MAJOU PUECH	20 a 74 ca	Convention initiale
	C	1240	MAJOU PUECH	21 a 22 ca	Convention initiale
	C	1242	MAJOU PUECH	73 ca	Convention initiale
	C	1244	MAJOU PUECH	13 a 81 ca	Convention initiale

PROJET

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19

	C	1251	MAJOU PUECH	37 a 61 ca	Convention initiale
	C	1260	MAJOU PUECH	8 a 43 ca	Convention initiale
	C	1261	MAJOU PUECH	21 a 87 ca	Convention initiale
	C	1262	MAJOU PUECH	13 a 28 ca	Convention initiale
	C	1812	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 80 ca	N°2
	C	1813	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	2 a 35 ca	N°2
	C	1814	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	1 a 10 ca	N°2
	C	1815	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	60 ca	N°2
	C	1825	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 40 ca	N°2
	C	1826	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	16 a 60 ca	N°2
	C	1830	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	11 a 40 ca	N°2
	C	1831	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	8 a 70 ca	N°2
	C	1838	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	2 a 60 ca	N°2
	C	1841	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	13 a 50 ca	N°2
	C	1844	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 80 ca	N°2
	C	1845	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 40 ca	N°2
	C	1852	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	23 a 30 ca	N°2
	C	1853	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	6 a 30 ca	N°2
	C	1883	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	12 a 20 ca	N°2
	C	1885	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	38 a 20 ca	N°2
	C	1887	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	17 a 30 ca	N°2
	C	1899	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	11 a 30 ca	N°2
	C	1900	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	34 a 10 ca	N°2
	C	1901	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	15 a 90 ca	N°2
	C	1903	PEYRE FICADE ET LA MOULINE	7 a 70 ca	N°2
	C	2003	MERCADIE	21 a 90 ca	N°2
	C	2011	MERCADIE	18 a 60 ca	N°2
	C	2019	MERCADIE	21 a 30 ca	N°2
	C	2026	MERCADIE	3 a 40 ca	N°2
	C	2036	GARRIGUES ET CROUZELS	10 a 60 ca	N°2
	C	2048	GARRIGUES ET CROUZELS	14 a 20 ca	N°2
	C	2053	GARRIGUES ET CROUZELS	17 a 40 ca	N°2
	C	3848	MAJOU PUECH	9 a 06 ca	Convention initiale
	C	4042	MAJOU PUECH	1 a 04 ca	Convention initiale
	C	4043	MAJOU PUECH	17 a 14 ca	Convention initiale
	SOUS-TOTAL COMMUNAL LESPIGNAN			**13 ha 56 a 23 ca**	
Communal Nissan-lez-Ensérune	K	262	MOULIERES LES	8 a 30 ca	N°1
	K	265	MOULIERES LES	4 ha 67 a 10 ca	N°1
	K	461	LE MOULIN	8 a 35 ca	Convention initiale
	K	464	LE MOULIN	19 a 43 ca	Convention initiale
	K	466	LE MOULIN	19 a 97 ca	Convention initiale
	K	468	LE MOULIN	21 a 60 ca	Convention initiale
	K	469	LE MOULIN	11 a 05 ca	Convention initiale
	K	474	LE MOULIN	1 ha 01 a 25 ca	Convention initiale
	K	486	LE MOULIN	8 a 51 ca	Convention initiale
	K	493	LE MOULIN	28 a 49 ca	Convention initiale
	K	499	LE MOULIN	32 a 62 ca	Convention initiale
	K	503	LE MOULIN	1 ha 95 a 37 ca	Convention initiale
	K	509	LE MOULIN	69 a 64 ca	Convention initiale
	K	846	LE MOULIN	6 a 36 ca	Convention initiale
	K	847	LE MOULIN	10 a 57 ca	Convention initiale
	K	1065	LE MOULIN	2 ha 53 a 68 ca	Convention initiale
	SOUS-TOTAL COMMUNAL NISSAN-LEZ-ENSÉRUNE			**12 ha 62 a 29 ca**	
	TOTAL			**26 ha 18 a 52 ca**	

REÇU EN PREFECTURE
le 05/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-034-243400488-20260922-DELIB_26_19